

#81

JUILLET 2023

D'ÉBATS FÉMINISTES

• LE BULLETIN DU PLANNING FAMILIAL 69 •



AVORTEMENT

Anti-choix hors de nos vies !

LOGEMENT

Soutien aux femmes et
aux familles mobilisées

MARCHE DES FIERTÉS

Une première dans les
Monts du Lyonnais !

SOMMAIRE

EN DIRECT DU PF 69

- p.4 Stand au "Château"
- p.5 Le Planning fête ses luttes !
- p.6 Retour sur l'AG
- p.7 Qu'est-ce que retiennent les jeunes ?

C'EST MAINTENANT !

- p.8 30 avril : le Réveillon des luttes
- p.9 Marche des fiertés rurales
- p.10 Anti-choix : hors de nos vies
- p.11 Luttes pour le logement
- p.13 Pénurie de pilules abortives
- p.15 Radiation de l'AD42
- p.16 Militant·es intersexes agressé·es

OUVRIR LA VOIX

- p.17 Mères de la Place de Mai
- p.19 Les féministes en manif

SANTÉ

- p.20 L'Encéphalomyélite myalgique



(RE)DÉCOUVERTES

- p.24 Nos pères, nos frères, nos amis
- p.24 Le cœur sur la table
- p.25 Festival pour les 50 ans du MLAC
- p.26 Nouveautés de la doc
- p.27 Agenda

ONT PARTICIPÉ À CE BULLETIN :

Elléa Bird, Chloé Dautry, Martha Gilson, Marion Marthouret, Maéva Paupert, Valérie Radix, Christiane Ray, Pauline Roman, Violette Roman, Elise Salzemann, Lau Védie

FACE AUX ATTAQUES, NOTRE RÉPONSE EST COLLECTIVE !

Le Planning familial 69 s'est mobilisé collectivement sur différents fronts ces derniers mois. En plus de son activité quotidienne d'accueil au sein de ses locaux, le mouvement social contre la réforme des retraites a été un moment fort d'implication du CA, des militant·es et des salarié·es : AG retraites féministes, temps de débrayage quotidiens, manifestations, etc. Autant de formes de luttes déployées pour lutter contre la précarisation de nos moyens d'existence, et de ceux des usagèr·es. Nous nous sommes engagé·es aux côtés de femmes sans abri ou mal-logées en soutenant l'occupation du Gymnase Bellecombe, pour revendiquer un droit à l'hébergement digne pour tou·tes. Le mois d'avant, en mai, le Planning Familial 69 a soutenu, avec d'autres organisations, les travailleuses du sexe de Gerland expulsées par arrêté préfectoral.

Alors que le droit à l'avortement en France et dans le monde est la cible d'attaques de plus en plus nombreuses, nous continuons d'alerter, et de réaffirmer que c'est un droit fondamental. Après Paris, à Lyon en juin une opération de collage de stickers anti-avortement sur des centaines de velov par un groupuscule anti-choix d'extrême droite a été dénoncé dans les heures qui ont suivi. Alerte, communiqué de presse, et une mobilisation de

militant·es qui les ont recouverts par des messages du Planning ou les ont arrachés.

Malgré la montée inquiétante d'un discours anti-féministe, anti-LGBTI+ et transphobe, dans les médias notamment, le mois des fiertés a été l'occasion de reprendre place, avec fierté, et de faire collectif.

Notre Assemblée générale, enfin, a rappelé les missions essentielles du Planning au quotidien : lutte contre toutes les formes de violences, pour la santé sexuelle de de tout·es, pour le droit à l'IVG. Ces actions sont portées ensemble, salarié·es et militant·es, en cogestion, dans une démarche féministe et d'éducation populaire.

C'est notre force, et nous continuerons à militer pour défendre les services publics : l'accès à la santé, l'accès à l'éducation, des retraites décentes, l'accès de tous et toutes à l'assurance maladie et à l'assurance chômage. Nous lutterons pour des salaires décents et la revalorisation des minimas sociaux. Nous continuerons sans cesse à lutter contre la haine et la stigmatisation et pour nos droits. Nous sommes fortes, nous sommes fières, nous sommes là et serons présentes avec détermination pour défendre notre corps et nos droits !

 M.G.



©PF 69

Mi-juin, plusieurs salariées sont allées tenir un stand pour l'événement « Bien dans ma tête, bien dans mon corps, bien dans mon chez-moi » au Château Gaillard.

Le « Château », c'est un projet d'occupation temporaire de la résidence Château Gaillard à Villeurbanne qui accueille petit à petit depuis octobre 2021 plusieurs unités d'habitat gérées par 4 structures. Le CHRS de la Halte des femmes ainsi que le CHU sont mis en place via l'association Alynea. Ces deux dispositifs permettent d'une part la création de places d'hébergement pour un public femme avec ou sans enfants et d'autre part une

STAND AU « CHÂTEAU »

fluidification des places du CHU Carteret afin d'accueillir un public sans-abri de personnes isolées ou de petites compositions familiales. De plus Acolea dispose de 20 logements, mis à disposition en bail glissant, dans le cadre de leur projet Logement d'Abord Logis Jeunes, destiné aux jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance. Les joueuses de l'ASVEL présentes sur le site sont maintenues à hauteur de 10 logements. Enfin, Forum Réfugiés Cosi accueille 50 personnes dans le cadre d'un dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile afin de permettre la réhabilitation de leur site de la Baïsse.

L'événement consistait à faire venir sur un après-midi sur le site plusieurs associations et dispositifs pour permettre aux personnes hébergées sur place et du quartier de mieux connaître les services de santé et bien-être accessibles sur le territoire. L'événement visait aussi à faire du lien entre professionnel-les partenaires de l'événement. Parmi ces partenaires, il y avait notamment la Protection maternelle et infantile (PMI), l'Instance Régionale d'Education et de Promotion Santé (IREPS), HelloBUS (ancien « Bus Info Santé » de la Métropole), la Direction de la santé publique de la Ville de Villeurbanne, SOHDEV (santé bucco-dentaire), l'ASVEL VBF,

l'ADHEC (dépistage), le Comité Départemental d'Hygiène Sociale (CDHS), l'Orspere Samdarra, Forum Réfugiés Cosi, l'Espace, et nous !

De nombreuses personnes sont passées au stand, dans un premier temps beaucoup de partenaires et professionnel·les, et personnes qui sortaient du restaurant qui vient de s'installer en rez-de-chaussée du Château, puis au fur et à mesure de l'après-midi de nombreuses habi-

tantes du Château, dont certain·es qui étaient déjà venu·es au Planning. Plusieurs entretiens d'écoute et des prises de rendez-vous ont pu être faits sur place.

C'était une belle occasion de continuer à faire du lien avec les habitant·es et professionnel·les sur Villeurbanne.



LE PLANNING FÊTE SES LUTTES !

Depuis plusieurs mois l'équipe salariée s'organisait sur des heures de débrayage pour la mobilisation contre la réforme des retraites, et plus largement la lutte pour les droits sociaux, contre la casse des services publics et des associations, et pour une revalorisation du travail des travailleuses de la santé, de l'éducation et du social.

En mai, face aux actions du gouvernement qui continuent d'aller dans le sens inverse, nous avons eu envie de célébrer joyeusement cette lutte et toutes les luttes que nous portons depuis le début d'année en organisant une fête de quartier devant le Planning.

Le 2 juin, nous avons donc célébré nos luttes, mais aussi continué à faire connaître le Planning Familial et renforcé nos liens avec les habitant·es dans le quartier du Tonkin.

Plusieurs activités étaient proposées : ateliers créatifs de badges, fresque

d'expression, coloriages, chamboulement des discriminations, stand d'information et de découverte du Planning et des luttes menées, coin lecture calme, stand de barbe-à-papa et de crêpes... multicolores !

L'événement a fait venir de nombreuses familles et jeunes curieux-ses de l'événement et des crêpes !

Merci à toutes les personnes venues nous aider à mettre en place et animer l'événement, ou venues nous (re)rencontrer et passer un bon moment avec nous !



RETOUR SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE !

Mardi 20 juin, à partir de 18h, au CCVA, le Planning Familial 69 tenait son Assemblée générale ! Nous avons pu partager le bilan de nos actions 2022, cette année sous forme de stands thématiques : vie associative, IVG, violences et accueil des personnes trans, ainsi que d'une fresque participative qui a eu un grand succès !



©PF 69

Les stands avaient été préparés en binôme ou trinôme par des personnes des groupes de travail concernés par les différents thèmes, et les formats étaient chouettes ! Bravo aux animatrices !

Nous avons pu écouter la présentation du rapport moral du CA, et le bilan financier, exposé toujours aussi pédagogiquement par Nathalie et notre commissaire aux comptes, qui a pu certifier nos comptes et donner son rapport.

Notre CA a aussi été élu pour une nouvelle année, avec plusieurs départs

et arrivées à noter ! Margot B. et Mélanie A. quittent l'aventure pour la poursuivre autrement, et Marion A. les suivra progressivement. Valérie R., Nathalie S., Lau et Lorraine W. continuent, et sont rejoints par Charlotte P., et Margot G. qui arrivera en cours d'année ! Pour rappel, toute personne peut présenter sa candidature pour rejoindre le CA et être élue en Collège Départemental en cours d'année. Il est possible d'être stagiaire au CA la première année pour se mettre dans le bain progressivement.

N'hésitez pas à nous contacter pour + d'infos !

 C.D.A.

Cette année, nous avons choisi de réduire notre temps de travail sur le rapport d'activité et d'avoir un meilleur rendu en le faisant imprimer chez le même imprimeur que notre nouvelle version du D'Ebats Féministes, sur du papier recyclé : nous sommes fières du résultat:-)

Merci encore à Clémence pour l'aide au graphisme !

QU'EST-CE QUE RETIENNENT LES JEUNES ?

Nos questionnaires de fin de séances collectives d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelles nous permettent de savoir notamment ce que les personnes ont retenu de plus important. On classe les réponses des jeunes par thématique. Ci-dessous un tableau récapitulatif des thématiques qui ont émergé suite aux retours de 140 jeunes d'un établissement, soit 22 séances.

Selon toi quel est le "Top trois" des sujets qui reviennent le plus ?

Réponses et petites analyses au prochain numéro !

THÈMES	3 RÉPONSES EN EXEMPLE
LA FORMES (LES ÉCHANGES, LES DÉBATS)	Débattre - Le passage en groupe - Le cercle de discussion
PRATIQUES SEXUELLES	Sexe - Savoir si les préliminaires c'est faire l'amour - Le consentement
IST/VIH-SIDA	Protection - Voir comment marche une capote - Les maladies
LES GROSSESSES: DÉSIRÉE ET NON DÉSIRÉE	parler de l'avortement - Je ne savais pas que les hommes trans pouvaient accoucher - Si on met une fille enceinte et qu'elle veut garder l'enfant et que moi je ne veux pas d'enfant, je sais ce que je dois faire
CONTRACEPTIONS	Savoir à quoi servent les objets contraceptifs - Les différentes choses pour que la femme ne soit pas enceinte - Contraception
TOUT	TOUT
ORIENTATION SEXUELLE ET IDENTITÉS DE GENRES	L'orientation sexuelle et le genre - De parler de sujet tabou comme l'homosexualité - De parler de ça [la transidentité] pour que tout le monde comprenne.
VSS : VIOLENCE SEXISTE ET SEXUELLE	De parler de l'inceste et des viols - Parler de viol - Parler de sexismes - La visibilité des femmes
DISCRIMINATIONS	L'homophobie - La discussion sur le racisme des blancs [ndlr : qui n'existe pas] - Que tout le monde comprenne que toutes les personnes sont égales
RAPPORTS HUMAINS	La communication - L'écoute - Rigoler

RETOUR SUR L'EXPOSITION PARTICIPATIVE DU « RÉVEILLON DES LUTTES »



Un atelier était animé par le Planning Familial 69 et la commission antisexiste de Solidaires le 30 avril dernier lors de la fête organisée par le syndicat Solidaires.

Une exposition participative, ça commence par un panneau vide... et plein de propositions pour le remplir. Nous avions choisi comme thème « nos luttes féministes » et avions préparé quelques petits outils pour susciter la participation :

- des suggestions pour inviter à s'exprimer (« un slogan féministe », « être féministe au travail... », « un souvenir de lutte féministe »...)
- des photos ou dessins à découper
- des Super Féministes à colorier
- du papier coloré, des feutres, de la colle, des ciseaux...

Tout l'après-midi, nous proposions aux personnes qui entraient dans la salle de s'asseoir autour des tables et de participer en écrivant quelque chose, en faisant un collage ou un coloriage, ou juste en regardant le résultat de l'expo en train de se faire. Certaines restaient juste 5 minutes, d'autres une heure, c'était un moment tranquille et permettant les échanges.

En soirée, l'expo a été présentée dans l'espace des stands. Le Planning Familial 69 a animé également un stand de réduction des risques bien fréquenté et qui a permis de recueillir par ailleurs des sous pour la caisse de grève féministe.

Un grand merci aux camarades de Solidaires pour avoir organisé cette belle fête et ce beau moment militant !

© V.R.



PREMIÈRE MARCHE DES FIERTÉS RURALES DANS LES MONTS DU LYONNAIS !

©E.S.



Le samedi 3 juin, nous étions entre 150 et 200 personnes présentes à Saint-Martin-en-Haut, petit village de moins de 4000 habitantes, dans les monts du lyonnais. Malgré des tags homophobes et transphobes qui avaient été réalisés la nuit précédente, et qui visaient explicitement cet événement, le programme s'est déroulé comme prévu. Le matin, nous avons déambulé dans le village au son d'une batucada, avec nos slogans et nos pancartes. L'atmosphère était joyeuse et chargée d'émotions. C'était jour de marché et il y avait du monde pour nous regarder passer ! Les résident·es de la maison de retraite nous ont fait bon accueil, l'une d'entre elle a même demandé à une participante de lui emprunter sa pancarte pour pouvoir la brandir en soutien lors de notre passage.

L'après-midi, nous avons tenu une table d'info et de documentation aux côtés d'autres associations et structures. Tout au long de l'année, le Planning familial est présent dans les monts et coteaux du lyonnais, grâce au DRSSA, un programme centré sur l'accès à la prévention et à l'éducation à la sexualité en milieu rural. Ce jour-là, c'était l'occasion de rappeler que les personnes queers vivent dans les campagnes, et pas seulement dans les villes où iels sont le plus visibles.

¶ L.V.



©E.S.

ANTI-CHOIX : HORS DE NOS VIES !

Dans la nuit du 18 au 19 juin 2023, un groupuscule anti-choix d'extrême droite appelé "Les Survivants" [sic.], - qui ne manque visiblement pas de moyens financiers ! -, s'est payé la décoration des vélos mis en location à Lyon par "Velov". Comme à Paris il y a trois semaines, ce groupe a collé des stickers sur de nombreux vélos pour répandre son mépris du droit des femmes et minorités de genre à disposer de leur corps.

Ces autocollants témoignent des stratégies opérées depuis des décennies par ces militant.es anti-avortement : manipulation, mensonges, entrave à l'information et au choix des femmes et des minorités de genre. Nous demandons que les vélos concernés soient retirés immédiatement par la société qui gère ces vélos de location.

Aujourd'hui, comme chaque jour, il est plus que nécessaire de rappeler l'importance de la défense du droit à l'IVG, en France comme partout dans le monde.

Aujourd'hui, l'avortement n'est pas seulement remis en cause par ces militant.es, son accès est aussi rendu difficile en raison d'un manque de moyens en France, qui met en danger l'exercice de ce droit conquis de haute lutte. Les pénuries récurrentes de la pilule abortive fragilisent également l'accès à l'IVG.

En 2023, le slogan "Un enfant si je veux, quand je veux", que nous clamons depuis plus de 50 ans, n'a pas pris une ride.

Ce n'est pas un hasard si ces attaques interviennent alors que des propositions

de loi pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG sont en cours d'examen. Elles nous rappellent que les avancées des droits des femmes et des minorités de genre sont toujours menacées et qu'elles doivent être défendues sans relâche

Plus que jamais, nous affirmons qu'il est nécessaire de défendre le droit à disposer de son corps. Seules les personnes concernées doivent pouvoir choisir et décider pour leur vie, si elles veulent poursuivre ou non une grossesse. Et nous rappelons que les droits reproductifs incluent également l'accès de tou.tes à l'information, à l'éducation à la sexualité, à la contraception, mais aussi la possibilité d'accéder à la PMA pour les personnes trans exclues de ce droit. Et nous dénonçons également la politique raciste de l'Etat qui à Mayotte promeut la stérilisation des femmes alors qu'il rend difficile l'accès aux méthodes de contraception définitive sur l'hexagone.

A la veille de l'été nous ne pouvons que rappeler notre inquiétude face au manque de moyens donnés à l'hôpital public pour permettre d'accueillir toutes les personnes qui désirent pratiquer une IVG avec la méthode de leur choix.

Nous continuerons à nous mobiliser pour défendre ce droit et appellerons à une mobilisation massive à la rentrée autour de la date internationale de lutte pour l'avortement, le 28 septembre, ainsi que pour célébrer le cinquantenaire de la création du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception.

Nos corps, nos choix !

"SANS LOGEMENT, NOUS NE POUVONS PAS AVANCER!"

Un collectif a vu le jour début juin pour dénoncer la situation des femmes et enfants sans domicile et revendiquer un logement pour toutes. Femmes sans abri ou mal-logées, militantes, allié·es, travailleuses sociales, etc., c'est ensemble qu'elles ont porté un rassemblement le 22 juin, qui a débouché sur l'occupation du Gymnase Bellecombe dans le 6^e arrondissement de Lyon. « Depuis jeudi 22 juin on est venues au gymnase pour avoir une maison, il y a beaucoup de femmes, des parents, beaucoup de personnes malades ou handicapées. » (extrait de la lettre publique des occupantes du gymnase Bellecombe du 25 juin 2023). Il y a une cinquantaine de personnes hébergées au gymnase, dont une trentaine d'enfants de quelques mois à 16 ans.

Le Planning familial 69 est associé au Collectif Solidarité Femmes sans logement composé des femmes concernées et de soutiens associatifs, collectifs et militant·es (Jamais Sans Toit, Droit au Logement 69, l'Intersquats 69, collectif Soutien Migrants Croix Rousse), qui a porté l'occupation.

Le jeudi 22 juin au soir, nous étions présentes au rassemblement pour soutenir les femmes et familles. Nous avons pu répondre à une journaliste de Rue89 qui se questionnait sur les raisons du soutien du Planning Familial à cette action.



Nous avons pu lui partager nos constats concernant la hausse du nombre d'usagères étant confrontées à des problématiques d'hébergement/ logement ces dernières années. Cette hausse est flagrante dans les permanences sociales où les besoins liés à la mise à l'abri figurent parmi les premiers motifs de demande de RDV. Le non'accès à un hébergement impacte directement l'accès aux droits et aux soins des personnes rencontrées.

Nous avons continué à soutenir les femmes et familles dans leur mobilisation en participant aux assemblées générales, et aussi de

manière plus concrète en participant aux actions de soutien : collecte de dons, animations auprès des enfants, présentation du Planning Familial et prise de RDV avec les médecins du centre sur des plages d'urgence.

Nous continuons de relayer les actions menées et les communiqués écrits par le Collectif. Nous soutenons les revendications des femmes et leurs familles.

Vous pouvez les retrouver et les relayer depuis notre site internet dans la rubrique « actualités », article Soutien au Collectif Solidarité Femmes sans logement !

 C.DA., M.MA, V.R.

Extrait du premier communiqué :

« Chaque semaine dans la métropole lyonnaise, près de 3000 appels sont passés au 115 par des personnes sans abri pour demander un hébergement. L'immense majorité n'aboutissent pas. Sur ces appels, 1 personne sur 10 est un enfant de moins de 3 ans, 1 sur 3 a moins de 18 ans. Il existe seulement 13 places d'urgence à la nuitée pour les femmes seules dans toute la métropole, et les centres sont inadaptés pour les familles (manque de place, d'intimité). Le délai moyen d'attente pour un hébergement d'urgence est de 2 à 5 ans et 10 000 personnes sont en attente d'un hébergement. Le circuit de l'hébergement d'urgence est tellement saturé que même les enfants porteurs de handicap ne sont pas pris en compte. »

Extrait de la lettre publique des occupantes du gymnase Bellecombe du 25 juin 2023 :

« On a besoin d'une maison normale, que les enfants dorment dans un lit. On veut un appartement plus qu'un hôtel, avec une chambre, un salon, un endroit où faire sa propre cuisine. Surtout si les enfants sont malades. On veut un logement d'abord, pour être en bonne santé, et le reste viendra. On ne veut pas avoir tout gratuit, on ne veut pas dépendre d'associations, ce qu'on veut c'est être autonomes, avoir le droit de travailler, pour avoir nos propres appartements. Ici on s'en fiche si les gens ont des papiers ou pas. On veut un logement et le droit de travailler pour tout le monde !

Nous on est à la rue alors qui y a pleins de bâtiments vides, on le sait, on les voit ! Pourquoi la mairie, la métropole, la préfecture ont beaucoup d'appartements fermés et nous on dort dehors ? C'est préférable que les souris dorment dedans, plutôt que les personnes ? On est des personnes oubliées, mais on a droit à un hébergement. »

PÉNURIE DE PILULES ABORTIVES

C'est le droit à l'avortement qui est menacé, il en va de la responsabilité de l'Etat d'assurer leur mise à disposition !

Constatant de nombreuses difficultés sur le terrain, nos organisations alertent sur les pénuries de misoprostol depuis plusieurs semaines déjà. Le ministre de la santé François Braun et l'ANSM ont reconnu le 19 avril des "tensions d'approvisionnement" et avancé qu'une remise à disposition serait effective d'ici fin avril. Malheureusement, comme nous le craignons, il semblerait que ce délai ne puisse être tenu par les autorités sanitaires. Cette situation est extrêmement inquiétante et nous craignons que de nombreuses personnes en subissent les conséquences. Nous demandons à l'État de prendre différentes mesures au plus vite comme le lancement d'une production de misoprostol au niveau national ou européen, et l'importation de génériques. Nous lançons par ailleurs une pétition que nous invitons tous nos alliés à signer et à relayer. Nous refusons que le droit à l'IVG soit mis en danger en raison de la fragilité de la chaîne de production et d'appriovisement pharmaceutique. L'Etat a les moyens de garantir l'effectivité du droit à l'IVG. Nous demandons donc au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent.

En France, et alors que 76% des avortements sont réalisés par voie médicamenteuse, les pharmacies

peinent désormais à s'approvisionner en pilules abortives. Est-ce une conséquence directe de la politique



anti-IVG menée aux Etats-Unis comme le suppose le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes ?

Depuis plusieurs semaines, le Planning familial, le Collectif Avortement en Europe, Les femmes décident et l'Observatoire de la transparence dans le médicament

(OTMeds) alertent sur cette situation, car l'accès à l'avortement est de plus en plus difficile dans certains territoires. Alors que les autorités sanitaires se réfugient derrière le terme de "tensions" en approvisionnement, des antennes du Planning familial remontent bien de sérieuses difficultés d'approvisionnement voire des ruptures en pilules abortives type misoprostol pour les sages-femmes et médecins pratiquant des IVG médicamenteuses dans le Nord, en Ile de France et en région Occitanie notamment. Or toute restriction d'accès aux médicaments utilisés pour les IVG est une restriction de l'accès à l'IVG.

Par cette pétition, nous demandons au ministre de la Santé de reconnaître l'état d'urgence sanitaire en matière d'accès à l'IVG. Une licence d'office doit être émise par les autorités françaises permettant ainsi la production de génériques et leur importation depuis des pays tiers producteurs, et idéalement une production locale, nationale, ou européenne, car aujourd'hui les formes de misoprostol en pénuries sont sous brevets exclusifs de Nordic pharma.

En l'absence d'action du ministre, nous nous exposons à "des risques de rupture de production et d'approvisionnement et de pression sur les prix", ainsi qu'alertait déjà le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) en 2020. Ce monopole fait qu'il n'existe en effet

ni produit générique ni alternative médicamenteuse en Europe. Cette situation nous expose à une répétition de ce type de ruptures à l'infini.

En revanche, "une production locale, diversifiée, au moins en partie publique" telle que préconisée par l'OTMeds, serait une réponse pragmatique à ce problème structurel. Parce que l'accès à ces pilules abortives représente un besoin social fort et un droit, et qu'il en va de la responsabilité de l'Etat d'assurer la production, l'acheminement et la distribution de ce produit de santé, nous avons décidé de lancer une pétition en ligne et faire en sorte que le ministre François Braun fasse de ce dossier une priorité.

27 avril 2023



LE PLANNING FAMILIAL RADIE L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA LOIRE

L'association départementale du Planning familial de la Loire (AD 42) ayant refusé d'engager toute action suite à des faits supposés d'agression sexuelle d'une de ses salariées sur une membre d'une autre association départementale, le conseil d'administration confédéral du Planning familial a voté sa radiation¹. Les faits se seraient déroulés le 4 novembre 2022 lors du Congrès du Planning familial.

Pour mémoire, la Confédération nationale n'est pas employeuse des salarié·es des associations départementales. Elle ne peut ni embaucher, ni mettre à pied ou licencier leurs employé·es. Il revenait par conséquent au conseil d'administration de l'AD 42 de diligenter une enquête interne. Face à son inaction volontaire, la Confédération nationale a elle-même lancé une enquête par un organisme indépendant, qui a considéré les faits comme avérés. En dépit des conclusions de cette enquête, l'AD 42 n'a entrepris aucune action ni licencié la salariée pour faute grave.

Le Planning familial, mouvement féministe, acteur historique et majeur de la lutte contre les violences sexuelles qui accueille et accompagne les personnes victimes au quotidien, ne saurait tolérer le moindre écart quant aux violences sexuelles. Il se doit d'être exemplaire

afin d'assurer la sécurité des publics accueillis comme celle de ses militant.e.s. La radiation de l'association départementale de la Loire s'inscrit pleinement dans cette politique de tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles.

L'association a par ailleurs mis en place différents dispositifs de prévention, de sensibilisation et de prise en charge des faits de violences, notamment la création d'une cellule d'écoute interne ainsi qu'une révision de ses protocoles.

Le Planning familial adresse son entier soutien à toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles. C'est un fléau qui touche l'ensemble de la société, sans distinction géographique, sans frontières sociales, sans particularité générationnelle. Nul n'en est exempté. Elles ne seront jamais ni tolérables, ni « ordinaires ». « Chaque cas devra, toujours, donner lieu à une réponse exemplaire : ce n'est qu'en ne laissant rien passer que ce fléau reculera. » déclare Sarah Durocher, présidente du Planning familial.

14 juin 2023



DES MILITANT.ES INTERSEXES AGRESSÉ.ES DANS LES PRIDES PAR DES PARTICIPANT.ES

Le CIA-OII France [Collectif Intersex Activiste] a constaté avec colère que lors de plusieurs Marches des Fiertés, des participant·es se réclamant du mouvement LGBT+ se sont senti·es autorisé·es à venir agresser verbalement et menacer des militant·es intersexes, jusqu'à chercher à les faire sortir des cortèges.

Ces personnes, qui ne portent manifestement aucun intérêt aux questions intersexes, soupçonnaient nos militant·es de transphobie du fait de notre dénonciation des mutilations intersexes.

Bien que les transphobes utilisent depuis quelques temps cette rhétorique de la "mutilation" pour dénigrer les chirurgies et traitements hormonaux librement choisis par les personnes trans, le terme mutilations intersexes fait lui bien référence à des mutilations, c'est-à-dire à des actes ne répondant ni à une urgence vitale ni à une volonté de l'intéressé·e.

Ces actes mutilatoires sont toujours la réalité quotidienne dramatique des enfants intersexes dans les hôpitaux français. Ils sont reconnus comme tels par les institutions de défense des droits humains.

Il est hors de question de les minimiser au prétexte que des réactionnaires s'approprient malhonnêtement ce terme.

Le mouvement intersex a toujours soutenu les modifications corporelles volontaires et s'est construit en relation privilégiée avec le mouvement trans, sur l'axe de l'autodétermination et du droit à disposer de son corps.

Ces agressions, qui se sont produites dans des villes différentes et à l'encontre de différentes militant·es, n'ont pas été le fait de personnes s'identifiant publiquement comme trans, mais de personnes se prétendant en solidarité avec elles.

Il y a urgence à ce que le mouvement "LGBT+" se forme et s'informe sur les questions intersexes, et à ce que les organisatrices et bénévoles des Marches puissent garantir la sécurité des activistes intersexes qui y participent.

Il est inacceptable que les militant·es intersexes, déjà peu nombreuses et particulièrement vulnérables, se voient ainsi rejeté·es des Marches des Fiertés LGBTI+. Certains agresseurs nous ont même ordonné de changer de slogans !

Nous demandons à toutes les organisations soutenant le mouvement pour les droits des personnes intersexes d'alerter sur cette situation, publiquement et en interne, et à se tenir prêtes à défendre les activistes intersexes menacé·es dans les Marches des Fiertés.

23 juin 2023

MÈRES ET GRAND-MÈRES DE LA PLACE DE MAI 46 ANS DE COMBAT !



30 avril 1977 : des femmes commencent leur ronde hebdomadaire sur la Place de mai, devant le siège du gouvernement, à Buenos Aires, en Argentine. « Les folles de la place de Mai » : c'est ainsi que les désignait la junte militaire de Jorge Videla (1976-1983) afin de discréditer le mouvement de ces mères et grand-mères décidées à retrouver la trace de leurs enfants et petits-enfants disparus pendant la dictature militaire. 30 000 personnes ont, en effet, été portées « disparues » - enlevées, torturées, assassinées. Des fondatrices du mouvement ont été assassinées en décembre 1977. Depuis 46 ans, les « Mères de la Place de Mai » défilent chaque jeudi après-midi pour montrer leur détermination à ne pas laisser s'installer le silence autour de ces « disparues » enlevées par des agents du gouvernement argentin. En signe de protestation, les Mères portent des foulards blancs (à l'origine les langes en tissu de leurs bébés) pour commémorer la disparition de leurs enfants.

Hebe Bonafini, l'une des figures du mouvement, morte en 2022 à l'âge de 93 ans, affirmait que les Mères n'ont « pas de drapeaux idéologique, social ou religieux ». Elle dénonçait,

en 1983, « les forces armées qui sans loi ni justice ont commis des atrocités sans limite pour imposer la terreur. Ce qui s'est passé ici n'est pas un drame familial, c'est un terrible drame national qui a porté atteinte au moral de tout un peuple parce qu'il nous montre la bassesse et la mesquinerie des forces armées, la corruption des civils complices et l'inanité des institutions ».

Les femmes du mouvement ne sont pas toujours d'accord, des divergences existent entre elles - en particulier sur l'acceptation des « réparations économiques » censées



©C.R.

payer la vie de ceux et celles qui l'ont donnée pour le peuple. « Les réparations économiques nous répugnent, nous voulons la justice. Nous voulons la prison pour les assassins », disent-elles.



Être là, avec elles, sur cette place, est un moment d'émotion qui nous rappelle que les atrocités commises où que ce soit dans le monde ne doivent pas être oubliées et rester impunies.

Nous sommes là pour le rappeler !

© C.R.

20 avril 2023... Les grands-mères de la place de Mai sont toujours là et nous nous joignons au public qui écoute la déclaration d'une des doyennes du mouvement. Les années ont passé et certaines des grands-mères, toujours coiffées d'un foulard blanc, sont sur un fauteuil roulant. Leur voix s'élève pourtant, forte, au milieu de la foule.

Un peu plus loin sur la place, quelqu'un lit les noms des personnes disparues. L'émotion est grande en entendant tous ces noms rappelant des personnes réelles qui ont été vivantes. Sur les grilles qui entourent la « Pyramide de Mai », des banderoles réclament de connaître l'identité et le sort des 30 000 personnes disparues.

46 ans de lutte pour ces femmes, décidées à se battre - jusqu'à la mort pour certaines ! - pour que les disparues de la dictature restent dans la mémoire de toutes et de tous !



© C.R.

PS : Le combat des Mères et Grand-mères n'est pas oublié à Paris : depuis 2008 existe, dans le 15e arrondissement, un jardin des Mères et Grand-mères de la Place de Mai.

14 JOURNÉES DE MOBILISATION: LES FÉMINISTES CONTRE UNE « RETRAITE INFÂME »

Depuis le mois de janvier 2023, 14 fois des milliers de personnes se sont retrouvées dans la rue pour crier leur opposition au projet de retraite du gouvernement Borne-Macron. A chaque fois - plus ou moins nombreuses - les féministes se sont regroupées derrière la banderole dorée « Féministes en colère ».

Des raisons d'être en colère, toutes les féministes en ont, face à un projet qui va les pénaliser toujours plus et accroître leur précarité. Les tracts diffusés lors des manifestations ont rappelé que les femmes et les minorités de genre seraient les premières touchées par cette réforme.

Nos voix se sont fait entendre à travers slogans et chansons souvent reprises par les manifestantes proches du cortège :

« Retraite des femmes, retraite infâme »

« Retraite minimalistre, riposte féministe »

« J'aime ma retraite, savez-vous comment ? Quand elle est complète, avec des sous dedans ! » (sur l'air de « J'aime la galette »)

Ce cortège - bien accueilli par les syndicats et beaucoup photographié - a parfois été un lieu de rencontre pour des personnes ne sachant sous quelle banderole défiler. Il a surtout été l'occasion d'exprimer la solidarité des féministes avec ce mouvement de protestation.

Et les féministes resteront « en colère », prêtes à descendre dans la rue lorsque leurs droits seront menacés !

© C.R.



"VOTRE SYSTÈME IMMUNITAIRE EST AUTANT UNE QUESTION FÉMINISTE QUE LE RESTE DE VOTRE CORPS »*

Le 13 mai 2023, un rassemblement s'est tenu place de la République à Lyon à l'initiative de Millions Missing, une association internationale dont la cause intéresse notre féminisme : la santé et les droits de millions de femmes à travers le monde. Cette association milite pour la visibilité et la prise en charge d'une maladie chronique et invalidante peu connue, l'encéphalomyélite myalgique (EM). Nous avons souhaité en savoir plus et rencontré pour cela Chiara (pseudo).

M. P. : *Les chiffres parlent d'une prédominance des femmes parmi les malades. Peux-tu nous en dire plus, et notamment sur ce que cette réalité fait à la connaissance sur la maladie.*

C. : Les personnes assignées femmes à la naissance représentent environ 80% des malades, une surreprésentation commune à toutes maladies auto-immunes. Comme toutes les maladies « de femmes » elle est peu étudiée, sous-diagnostiquée et mal, voire pas du tout, traitée. L'EM a comme d'autres affections féminines une histoire de psychologisation. Elle a été abusivement classée parmi les troubles dits somatiques fonctionnels et assimilée à l'hystérie.

On manque de marqueurs biologiques de la maladie, ou plutôt, on ne s'intéresse pas assez à eux. Le présupposé médical est : ton corps n'a rien, ton cerveau créé les symptômes. Résultat : les malades ne reçoivent pas de soins. Mon médecin généraliste a refusé de me prescrire des soins à domicile pour des problèmes à l'épaule, prétextant un nécessaire outillage spécifique. Il se disait « elle est dépressive, ça lui fera du bien de sortir ». Or cela peut conduire à renoncer à des soins, et la pratique de mon médecin s'apparente à un refus de soin. Je suis une psychothérapie mais ce n'est pas pour soigner la maladie, c'est pour supporter ce que la maladie fait à ma vie.

Le Covid long a connu le même traitement psychologisant à ses débuts, et encore aujourd'hui les malades passent pour des angoissées. Mais à la différence de l'EM, le covid long bénéficie d'importantes recherches très précoces.

Quelle est l'origine de l'EM ?

Son origine est virale la plupart du temps : la grippe, la mononucléose, l'herpès, le Covid. Son déclenchement est majoritairement brutal (tel jour à telle heure), parfois plus progressif.

* Citation de Jennifer Brea, malade d'EM

On parle aussi de cas familiaux de la maladie. J'ai développé l'EM suite à un Covid. Selon les études entre 15 et 49% des personnes touchées par le covid long développent l'EM, et environ 20% des personnes développent un Covid long après un Covid. On estimait, avant le covid, à 300 000 le nombre de malades. Ce chiffre pourrait dépasser désormais 1,5 million.

Peux tu nous parler un peu de l'incidence de la maladie sur ta vie ?

Ça se manifeste par une importante fatigue, des troubles de la concentration. Impossible de faire des double tâches : je dois choisir entre continuer mon puzzle et écouter la radio. J'ai besoin d'une aide ménagère. Comme tous les malades chroniques j'assume un gros travail de recherche de soignantes compétentes, à l'écoute, un gros boulot pour la prise de rendez-vous, les analyses, tests et traitements, une très grosse discipline pour m'astreindre à des routines de non-effort. A chaque effort, un temps de repos est impératif pour récupérer. Et quand je parle d'effort, de fatigue, de repos, on a beaucoup de mal à se figurer ce que cela veut dire au sujet du Covid long et de l'EM. Un effort c'est : aller à la pharmacie, passer l'aspirateur, un coup de fil, voire regarder une vidéo selon le niveau de gravité de la maladie. Certaines personnes sont trop faibles pour se nourrir, elles perdent beaucoup de poids et la psycholo-

gisation de la maladie fait qu'elles sont parfois traitées pour des troubles anorexiques.

Je suis enseignante, profession parmi les plus touchées par le Covid long avec les soignantes, car plus exposées, même si on ne dispose pas de statistiques. C'est aussi des professions très féminines. J'ai perdu environ 500 euros de revenus par mois avec la maladie qui me coûte environ 250 euros de soins. J'ai aussi perdu mon poste, attribué à une autre. Mais je ne pourrai probablement plus jamais enseigner. On m'a proposé un logement social, mais à l'écart des commerces et commodités dont la proximité est pour moi essentielle. J'ai gardé celle-là peu pratique car au deuxième étage sans ascenseur et avec des escaliers à l'intérieur.

J'ai trois enfants qui ont déjà eu le Covid et sont conscient·es des risques : chaque nouvelle infection multiplie les risques de Covid long. La plus jeune est scolarisée au collège. Elle porte un masque en classe et à la cantine ne le baisse que le temps d'une bouchée. Chacune prend individuellement en charge la protection de la famille, toute protection collective ayant été abandonnée, et non sans en subir de conséquences socialement.

Tu disais qu'il n'y a pas de traitement ?

C'est une maladie dont on ne guérit pas. On compte quelques rémissions



spontanées, mais elles sont rares, de l'ordre de 5% au-delà de 2, 3 ans de maladie. Il n'y a pas de traitement. Il y a des médicaments qui peuvent améliorer certains symptômes mais ne sont pas toujours pris en charge. Par exemple j'ai une prescription pour un produit qui coûte 170€ par mois. Je m'approvisionne en Allemagne où il me coûte 50 euros sans ordonnance. Je peux me le permettre. Ce n'est pas le cas d'une amie qui a déclenché la maladie à sa sortie d'études. Sans ressources, elle dépend de son compagnon à qui elle n'ose pas demander les 50 euros mensuels nécessaires.

La réadaptation à l'effort est généralement prescrite, une réponse non seulement vaine (ce n'est pas l'effort qui crée la fatigue, c'est le corps qui ne crée pas assez d'énergie) mais dangereuse (risque de malaise post-effort c'est-à-dire d'une aggravation de symptômes après l'effort, sans garantie de retour à l'état antérieur). Beaucoup d'argent public a été injecté dans des cliniques qui proposent des tests d'effort et de la réadaptation. Certaines y renoncent à mesure que l'on en sait les méfaits. Le problème est que les patientes sont démunies face au corps médical. Comment dire "non" à un spécialiste ? J'ai su dire "non" au kiné pour du renforcement musculaire sur mon épaule, il en est resté coi : ça ne se fait pas. J'ai du me débrouiller pour bidouiller des exercices à domicile. C'est une autre forme de refus de soin.

Il faut littéralement batailler, avoir les armes, la confiance et le profil pour être entendue. Cela crée des inégalités de chances. Je suis une patiente chiante au yeux des soignantes, une « patiente MGEN » : les plus indociles, qui posent des questions, sont informées, peuvent potentiellement tenir tête. C'est une chance, une forme de privilège. Et je suis blanche. Quid de ceux qui n'ont pas de couverture médicale, pas la protection du statut de fonctionnaire, qui enchaînent les contrats courts, peuvent être virés du jour au lendemain ? Les disparités financières, de capital culturel pour faire des recherches sur sa

maladie, pour se mettre en lien, pour être entendu produisent de grosses inégalités. Le problème est accru pour les femmes et les personnes vivant seules : comment faire sans soutien de proches, quand on est celle qui habituellement prend soin, doit s'occuper d'autres, quand on a pas les moyens de déléguer ?

Quels sont les apports de Millions Missing ?

Les malades trop impactées par des symptômes de la maladie ne peuvent quasiment plus sortir, sont trop malades pour voir un(e) médecin, pour prendre la parole, s'organiser. Bilan : illes sortent des radars, du soin comme de la vie sociale et publique. C'est une des raisons pour lesquelles on entend peu parler des Covid long. Plus on est malade, moins on est entendu, moins on est soigné, plus on est malade, plus on a besoin de soutiens. L'isolement que produit la maladie est délétère. La longue invisibilisation a une autre raison : les ravages sur le corps et le cerveau, l'impact sur le quotidien font peur. On préfère ne pas voir, ne pas savoir.

Notre association a permis une médiatisation de la maladie, plus importante depuis la crise covid. Les malades de l'EM sont très tôt intervenus pour alerter sur les risques liés à l'infection et à la réadaptation à l'effort, suppliant de dire non à cette injonction. Illes ont apporté leur point de vue expert sur la maladie et des connaissances acquises d'expé-

rience, une expertise que le corps médical n'a pas.

Des groupes Facebook sont également très utiles pour partager des adresses de soignants "safe", du soutien psy, dire : "tu es légitime à refuser un test". Il y a dans ces groupes, comme dans l'association, surtout des femmes, principalement touchées, et qui sont plus enclines à admettre la maladie, à accepter d'être aidées et à aider en retour, à s'organiser pour s'entraider. Les hommes sont moins nombreux à être malades, environ 20%. Ils sont peut-être aussi plus démunis face à la situation, à se reconnaître fatigués-malades, peu habitués à se méfier du corps médical, avoir à dire "non".

Jennifer Brea, malade d'EM, affirme, dans une interview TED (disponible sur youtube) : "votre système immunitaire est autant une question féministe que le reste de votre corps". Ça te parle ?

Oui, on est en dehors des questions mécaniques de la médecine : il faut écouter les symptômes, donc les malades. Être cru. Et puis ça rejoint la question de la recherche scientifique qui exclut les personnes assignées femmes à la naissance des protocoles expérimentaux et finalement du soin.

Un petit mot de fin ?

Sans traitements pour EM et Covid long, une seule solution : éviter l'infection.



MATHIEU PALAIN : NOS PÈRES, NOS FRÈRES, NOS AMIS

Mathieu Palain

NOS PÈRES NOS FRÈRES NOS AMIS

Dans la tête
des hommes violents



Dans le but de mettre en lumière les violences faites aux femmes et surtout de déconstruire la vision étroite que la société nous fait avoir à travers le cinéma, la littérature... des hommes violents, Mathieu Palain se questionne sur la source de cette violence masculine

enracinée dans les mœurs depuis la nuit des temps. Pour cela il rencontre des victimes et auteurs de violences, de crimes dans différents environnements et retranscrit les témoignages les uns après les autres.

Je recommande ce livre car il questionne quelque chose qui nous concerne toutes, nous avons toutes un père, un frère, un ami, si nous n'en sommes pas un. Il est donc important, peu importe la place que l'on a dans la société, d'y prêter attention et de se questionner sur la manière de faire disparaître cette violence en déconstruisant les normes et le schéma patriarcal.

Mathieu Palain, *Nos pères, nos frères, nos amis : dans la tête des hommes violents*, Les Arènes, 2023

P.R.

LE COEUR SUR LA TABLE

"Le cœur sur la table", podcast et grande conversation collective de Victoire Tuaillet veut jeter les bases d'une "vraie révolution romantique". Difficile de faire un "vrai résumé" de cet ouvrage, mais voici quelques extraits pour vous "mettre en appétit" !

"L'autrice étasunienne Amy Gahran nomme ce programme (la vie en couple) l'escalator des relations... Cet escalator, on le connaît tous les deux. D'abord le premier contact, du flirt, des rendez-vous, probablement du sexe. On continue en mettant en

place des rituels amoureux, en se présentant en public comme en couple". (p.24)

"Comme s'il n'existant qu'une seule façon d'aimer". (p.28)

"La révolution romantique n'est pas que la communication non-violente et le polyamour : la révolution romantique, c'est d'abord une lutte pour des changements politiques, matériels, collectifs".

Victoire Tuaillet, *Le cœur sur la table*, Binge Audio, 2021

C.R.



UN FESTIVAL POUR LES 50 ANS DU MLAC !

Le Planning Familial 69 vous concocte pour la rentrée un festival aux petits oignons pour parler des luttes pour le droit à l'avortement hier et aujourd'hui. Pour connaître notre histoire et pour réfléchir ensemble à ce qui reste à conquérir/défendre en 2023 !

La programmation est en cours mais vous pouvez déjà noter les dates :

- Du 15 septembre au 15 octobre : une exposition sur les luttes pour l'avortement à Lyon, créée à partir des archives du Planning Familial 69.

Les premières manifs féministes, les avortements clandestins, l'action du MLAC, l'ouverture du 1^{er} centre d'IVG à l'Hôtel-Dieu, la poursuite des IVG illégales en raison des limites de la loi, la lutte contre les commandos anti-IVG dans les années 90, la lutte pour l'Hôtel-Dieu en 2009... retrouvez tous ces événements dans cette expo qui sera visible au Rita Plage pendant un mois. Cette exposition est inscrite dans les Journées du Matrimoine organisée par l'association H/F.

- Le 21 septembre au cinéma Le Zola : une projection-débat autour du film *Histoires d'A*, un documentaire militant tourné en 1973 pour défendre la liberté d'avorter. Interdit à sa sortie, il avait donné lieu à de nombreuses projections illégales.

- Le week-end des 14 et 15 octobre 2023 à la MJC du Vieux Lyon

Il y aura de nombreux débats (et notamment une table-ronde avec des acteur·ices de la lutte pour l'avortement dans les années 70 à Lyon, une présentation des luttes en Argentine), des ateliers, des moments festifs, et notre exposition...

D'autres rendez-vous sont à prévoir, nous vous tiendrons informé·es via nos réseaux sociaux et la lettre d'infos.

D'ici là : si vous êtes intéressé·es par la préparation du festival (travail sur les archives en vue de la réalisation de l'expo, préparation des débats...) ou si vous êtes volontaire pour nous donner un coup de main le(s) jour(s) J, contactez-nous !

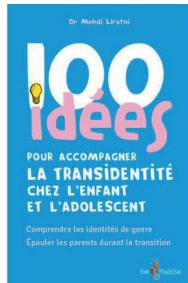
(contact : valerieradix@wanadoo.fr)



* MLAC : Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception

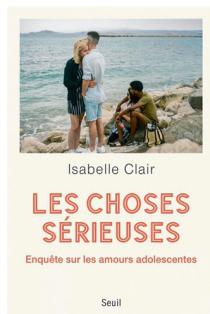
LES NOUVEAUTÉS DE LA DOC

Chaque mois, le centre de doc du Planning familial voit sa bibliothèque s'enrichir de nouveaux ouvrages, BD, essais, témoignages, brochures... Impossible de tout présenter ici, il faudra venir au 1^{er} étage au 2 rue Lakanal pour parcourir nos rayons ! En attendant, focus sur trois nouveautés.



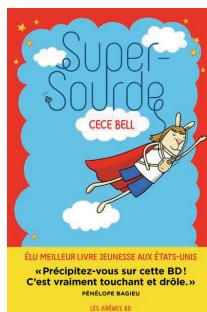
100 idées pour accompagner la transidentité chez l'enfant et l'adolescent de Mehdi Liratni

Cet ouvrage tente de : définir et faire comprendre la notion de genre et de transidentités ; « dé-pathologiser » ce public, tout en conservant une approche préventive en santé mentale pour ces enfants et adolescents ; de proposer des pistes pour l'accompagnement des parents, souvent perdus et peu entendus, etc.



Les choses sérieuses : enquête sur les amours adolescentes d'Isabelle Clair

Isabelle Clair propose une lecture sensible et incarnée de la façon dont les jeunesse françaises traversent cet âge des amours débutantes, du collège à l'entrée dans l'âge adulte. Elle montre qu'on attend toujours de la réserve de la part des filles, de la puissance de la part des garçons et que les conduites quotidiennes sont loin d'être bouleversées par le mariage pour tous et le mouvement #MeToo.



Super-sourde de Cece Bell

Entrer à l'école, c'est effrayant... Imaginez qu'en plus vous soyez un enfant un peu différent ! La petite Cece Bell est sourde. Elle porte un appareil auditif en bandoulière relié à un micro tenu par sa maîtresse.

Un drôle de truc, très efficace pour écouter en classe, mais aussi pour faire fuir tout ami potentiel. C'est alors que Cece fait une découverte extraordinaire.

AGENDA

- **Mercredi 6 septembre** : 18h-20h : Temps d'accueil des nouvel·les adhérent·es
- **Samedi 9 septembre** : 9h-13h : Collège Départemental de rentrée ! On définit collectivement nos priorités de l'année, venez !
- **Dimanche 10 septembre** : stand du Planning à la Biennale des associations de la Ville de Villeurbanne. Si des personnes veulent participer à la tenue du stand (matin et/ou après-midi), n'hésitez pas à nous contacter à mfpf69@planningfamilial69.fr
- **Samedi 15 septembre** : ce sera la boom SuperFéministe au Rita Plage ! Si vous connaissez des DJs qui souhaiteraient faire un set n'hésitez pas à nous les souffler :)
- **Jeudi 21 septembre** au cinéma Le Zola : une projection-débat autour du film Histoires d'A
- **Week-end du 14 et 15 octobre** : festival pour les 50 ans du MLAC. Si vous souhaitez contribuer au montage de l'expo sur les luttes pour l'IVG à Lyon n'hésitez pas à contacter Valérie (valerieradix@wanadoo.fr).

ERRATUM

Dans le numéro précédent de *Débats féministes*, le n°80, nous avons oublié deux signatures sous l'article "Féminicides, une histoire mondiale" : Swan B. et Aurore V. Toutes nos excuses aux deux autrices.

- Ce bulletin est trimestriel, gratuit et envoyé à tout·es les adhérent·es
- Ce bulletin est participatif ! Envoie tes contributions pour le prochain bulletin avant le 15 octobre à documentation@planningfamilial69.fr
- Publication ISSN : 1776-208



2 rue Lakanal
69100 Villeurbanne

ACCUEIL, ÉCOUTE ET INFORMATION

contact@planningfamilial69.fr • 04 78 89 50 61

PARTENARIATS, MILITER, ÊTRE BÉNÉVOLE

mfpf69@planningfamilial69.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION

documentation@planningfamilial69.fr

NOS RÉSEAUX SOCIAUX



@planningfamilial69



Planning Familial 69

ADHÉRER AU PF69

